

Budgets 2012 : un pas de plus vers l'austérité

Eve-Lyne Couturier

Numéro 757, juin 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67188ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Couturier, E.-L. (2012). Budgets 2012 : un pas de plus vers l'austérité. *Relations*, (757), 7-8.



En ce qui concerne le droit à l'eau, si celui-ci est – pour la première fois – bien mentionné dans la déclaration ministérielle, le texte a été critiqué par la rapporteure des Nations unies sur le droit à l'eau et à l'assainissement elle-même, Catarina de Albuquerque. Celle-ci considère que le libellé ne rencontre pas les exigences des textes adoptés à l'ONU, qu'il s'agisse de la recommandation de l'Assemblée générale de juillet 2010 ou de la décision du Conseil des droits de l'homme de septembre 2010. À la suite de l'adoption de ces deux textes dans le système international officiel, il aurait été malvenu de ne pas abor-

der le droit à l'eau des textes en négociation pour la déclaration de Rio+20.

La bonne nouvelle dans tout cela ne se situe pas du côté du forum marchand mais bien de celui du forum alternatif, qui a montré que les mouvements citoyens sont prêts pour Rio+20, au-delà de la seule problématique de l'eau. La profondeur des analyses présentées dans les différents ateliers, la compréhension, évidente dans les débats, de l'articulation nécessaire entre les différents problèmes sociaux et environnementaux, la clarté des revendications en regard des problèmes identifiés illustrent une maturité impressionnante, qui s'est construite au fil des années de mobilisation. Les convergences avec d'autres mouvements portant d'autres revendications laissent espérer, pour Rio+20, une confrontation politique fondamentale entre économie verte et droits humains, entre sommet des États et sommet des peuples. ●

perte de crédibilité. Intitulé «Le temps des solutions», il n'aura apporté que bien peu à ce chapitre, réaffirmant sa foi dans les mécanismes économiques et réduisant les enjeux de l'eau aux exigences de l'économie verte. C'est ce que ses promoteurs entendent porter au Sommet Rio+20, fiers que l'eau y fasse partie des priorités.

der la question du droit à l'eau dans cette déclaration. C'était sans compter les pressions du Canada pour en réduire la portée. Ce dernier s'est fait rappeler durement à l'ordre par M^{me} Albuquerque lors de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars, en raison de la pression qu'il exerce aussi, conjointement avec les États-Unis, pour retirer

Budgets 2012 : un pas de plus vers l'austérité

Les derniers budgets provincial et fédéral se caractérisent par l'austérité, subtile dans un cas, manifeste dans l'autre.

EVE-LYNE COUTURIER

Le 20 mars dernier, le gouvernement Charest présentait le troisième budget de son mandat. La tradition veut que le ministre des Finances porte des souliers neufs pour l'occasion. Jouant avec l'image, Raymond Bachand avait préféré cirer les siennes en 2010, les ressemeler en 2011 et s'est offert de nouveaux lacets

en 2012. L'an prochain, nous promet-il, l'équilibre budgétaire sera atteint et une nouvelle paire pourra enfin être achetée. Mais en attendant, il nous a présenté un budget tout en douceur, sans éclat, tranquille. Aucun nouveau tarif, pas de nouvelles taxes, absence de coupes massives. Les grandes nouvelles ne touchent que les personnes âgées et le Plan Nord, le fleuron de la stratégie libérale.

Ainsi, le vaste chantier qui sera mis en place pour mettre à profit le territoire du Québec voit ses contours se définir un peu plus. On en sait davantage sur les redevances qui seront perçues sur les profits des minières (365 millions de dollars en 2011-2012) et sur le mode d'investissement privilégié par le gouvernement, comprenant la création de Ressources Québec, qui verra à s'assurer de la participation de l'État dans des projets miniers jugés promoteurs. Toutefois, les questions de la protection du territoire, de la relance à plus long terme des régions minières

L'auteure est chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)



Manif-blocage à la Tour de la Bourse de Montréal le 16 février 2012. Photo : Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

(par une diversification de l'économie locale, par exemple) et de la mise en place de structures sociales pour soutenir un boom minier sont laissées de côté.

En ce qui a trait aux personnes âgées, on nous annonce quelques nouvelles dépenses, mais on nous confirme surtout la création du Régime volontaire d'épargne-retraite (RVER). Ainsi, à partir de janvier 2013, les entreprises qui n'ont pas de caisse de retraite pourront – et devront à partir de janvier 2015 – offrir à leurs employés la possibilité de cotiser à des RVER directement à partir de leur chèque de paie. Derrière cet acronyme se cache un RÉER « volontairement obligatoire » qui sera choisi et géré par les entreprises, sans qu'elles aient à y cotiser. Il s'agit donc d'un système qui avantage

les institutions financières (qui gèrent les RVER) et les entreprises (à qui on offre une solution qui ne leur demande aucun investissement). Plutôt que d'encourager une gestion collective des retraites, le gouvernement fait reposer le risque sur chaque individu sans lui donner le contrôle sur les investissements faits en son nom.

Ce budget cherche essentiellement à faire oublier les précédents. En effet, les dernières années ont été riches en annonces de taxes, tarifs impopulaires et coupes. Ainsi, si les frais de scolarité explosent, si le tarif du bloc patrimonial de l'électricité augmente l'an prochain, si la « taxe santé » passe à 200 dollars par adulte, ce ne sont là que la matérialisation des annonces passées. La fadeur du budget de cette année cache la régressivité récurrente des décisions antérieures. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un budget pré-électoral, mais il évite stratégiquement les controverses.

Ceux et celles qui aiment les émotions fortes pourront se consoler avec le budget fédéral du ministre Jim Flaherty, présenté le 29 mars dernier. Alors que les budgets du gouvernement Harper minoritaire nous avaient habitués à une certaine retenue, la majorité conservatrice frappe fort avec des coupes importantes et des choix budgétaires controversés. Outre les grosses coupes imposées à Radio-

Canada/CBC, à Environnement Canada et à l'Agence canadienne de développement international, qui suscitent l'indignation, on observe des mesures passées en douce comme le recentrement du financement de la recherche universitaire vers des domaines commercialisables, réduisant les investissements dans la recherche fondamentale.

Qui sont les gens affectés par les milliers d'emplois abolis? Des inspecteurs des aliments qui ne pourront s'assurer de la qualité de ce que nous mangeons, des préposés à Service Canada qui n'accompagneront pas les nouveaux chômeurs, ou encore des conseillers d'Immigration Canada qui ne traiteront pas les demandes de nouveaux arrivants.

Pourquoi s'indigner du budget Flaherty et ne pas se concentrer uniquement sur le budget Bachand? Parce que les effets de l'austérité idéologique des conservateurs se feront sentir au Québec dans les années à venir, que ce soit dans les transferts en santé et en éducation, les dépenses en mesures correctionnelles ou l'âge de la retraite repoussé. Déjà, le gouvernement conservateur demande aux provinces de compenser certains services et dépenses qu'il coupe ou modifie. Préparons-nous à y faire face. ●

**La démocratie est le pire des régimes,
à l'exception de tous les autres.**

(Winston Churchill)

... mais assurément le pire quand on la pervertit.



Alliance des professeures
et professeurs de Montréal